

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

Mensuel de l'organisation La Commune - Pour un Parti des Travailleurs
membre du courant international Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)

n° 91 Septembre 2014



Vème RÉPUBLIQUE : DE L'AGONIE À LA CHUTE DU RÉGIME

Chronique d'une chute de régime (p. 4-5)

20 août 1940, Staline assassine Trotsky... (pp. 6-7)

Un spectre hante l'Argentine (pp. 8-9)

Éditorial

De l'agonie à la chute

Nous n'avions pas besoin du déballage sordide d'une Trierweiller, courtisane tombée en disgrâce, pour savoir que Hollande n'aimait pas les pauvres. Toute sa politique, et pas seulement depuis qu'il est Président, mais comme dirigeant du PS, comme député, comme « élu » est une politique intégralement au service de la défense de la propriété privée des moyens de production, bref, du Capital. Et ce constat est tout aussi valable pour ses pairs, au gouvernement, au Parlement et ailleurs. Nul besoin donc de coucher avec tous ces gens-là pour le savoir !

L'élément nouveau, qualitatif de cette affaire, c'est que, à l'évidence, l'homme, poignardé dans le dos dans sa vie privée n'avait pas besoin de ça puisqu'il qu'il était déjà bien seul, isolé, affaibli, le genou à terre après les résultats électoraux en forme de Waterloo et les scandales à répétition de ces derniers mois, dont le tout récent, celui du député Thévenoud, ce pauvre homme affligé de phobie administrative au point de ne pas payer loyers et impôts.

Bonaparte le tout petit est nu. Le régime bonapartiste est un régime dans lequel les classes dirigeantes abdiquent leur pouvoir politique pourvu qu'un homme, appelé à la rescousse pour régler leurs conflits internes et encamisoler la classe ouvrière réussisse dans cette voie. Et écrase la classe ouvrière et ses organisations. de Gaulle a finalement échoué le 27 avril 1969, au référendum par lequel il voulait imposer des institutions corporatistes. L'agonie du bonapartisme commence là.

Certes, les institutions de la Ve République permettent, faut-il le rappeler, à un homme seul de gouverner un pays : il est le chef des armées, il est le premier magistrat de France, il peut gouverner par ordonnances ou à coups de 49 ter. Il peut dissoudre le Parlement si bon lui chante. Seulement, cet homme « providentiel » a tout de même besoin d'une base sociale qui le soutienne et d'une organisation pseudo-politique à sa botte. Louis Bonaparte, futur Napoléon III avait sa « société du 10 décembre », ramassis de lumpen, de la lie de la société. Il organisait des banquets où il nourrissait tous ces gens qui clamaient alors « Vive Napoléon, vive le saucisson » mais il avait d'abord et avant tout une base sociale, la petite paysannerie, qui le soutint lors de son coup d'Etat. de Gaulle avait la caste militaire des officiers, les « pieds-noirs » et même un petite partie du prolétariat en la personne des mineurs du Nord (avant que finalement, ils engagent la grande grève de 1965) ; sans oublier le soutien des staliens bien entendu.

Par la suite, sa défaite marquera les étapes de l'agonie de la Ve République mais, même lors de l'élection de Hollande, une certaine couche sociale petite-bourgeoise, intellectuels et enseignants en particulier ainsi qu'une couche populaire non négligeable lui ont permis de gagner tant Sarkozy était vomi. Aujourd'hui, il n'a plus de base sociale pour le protéger, donc protéger ces institutions nées d'un coup d'Etat, en 1958. Le mouvement de masse, profond de l'abstentionnisme est passé par là. C'est ce que ne comprennent pas les bas du

front qui voient dans l'abstention de la passivité et qui ont même tendance à vouloir culpabiliser ceux qui font la grève du vote. La petite-bourgeoise jusqu'à présent attentiste, voire un peu complaisante encore, se détourne, sous les coups de l'austérité qui la frappe aussi durement. Quant à la droite, elle est en décomposition avancée elle aussi.

Le tout petit Bonaparte est nu et Trierweiller a juste porté l'estocade à un homme à terre. Pas glorieux mais ce sont leurs affaires.

Il reste à Hollande sa « société du 10 décembre » à lui, ses courtisans, ses affidés, ceux qui sont par exemple passés de la Révolution permanente à la gamelle permanente, les Cambadélis, Dray, Rebsamen, ce courageux ex-LCR qui voit les chômeurs comme des ennemis, tous ces renégats qui vont tôt ou tard fuir cet homme dès qu'ils vont constater que pour le saucisson, ça devient dur. Car il y a un proverbe basque qui dit : « chien qui te mord mordra à nouveau ». Dit autrement, la société du 10 décembre de Louis Bonaparte avait la Marseillaise comme hymne. Celle de Hollande a repris, elle, la chanson de Dutronc : « je ne sais faire qu'un seul geste, je retourne ma veste »

La lutte de classes, dont le mouvement abstentionniste et les grèves depuis deux ans, est la cause première de cette crise. Cette même lutte de classe balaira très prochainement ces institutions et ceux qui s'y accrochent comme des cafards affolés. Qui en doute ?

Pedro Carrasquedo
10 septembre 2014

Les nôtres

Mort de notre camarade Marc Leroy, 1956-2014

Le 14 juin dernier, notre ami et camarade Marc Leroy est décédé à l'hôpital d'Oloron des suites de ses blessures après un accident de moto. Nous tenions plus que tout à lui rendre ici l'hommage qu'il mérite et lui dédions ce premier numéro du journal, de l'ère "La Commune - Pour un Parti des Travailleurs. Ce journal, dont il avait voté la création, il l'aurait aimé, il l'aurait défendu, il l'aurait vendu et propagé dans tout le Pays Basque intérieur avec la générosité, l'énergie et l'enthousiasme qui étaient les siens. Il faut dire qu'il avait une passion toute particulière pour La Commune de Paris de 1871 et il aimait, cet homme cultivé, rappeler ces mots de Rimbaud : " Les Communards à l'assaut du ciel "

Marc était entré au NPA au comité Mauléon-Soule en 2009 dont il fut un des premiers adhérents et militants. Il fut à ce titre candidat aux cantonales de Haute-Soule en 2009.

Dans son discours lors de la première réunion publique de lancement de la campagne électorale, il prononça un discours-programme qui fut repris par toute la presse locale et salué unanimement par tous les participants en exigeant :

« Il nous faut un plan d'urgence pour sauver nos vies et celles de nos enfants. Cela passe notamment par : Une loi interdisant les licenciements, Le SMIC à 1500 euros nets l'augmentation de 300 euros des salaires, des pensions et des minima sociaux l'arrêt des privatisations et le retour de tous les services publics dans le giron de l'État, l'arrêt de la spéculation foncière et la désertification rurale par la taxation des résidences secondaires, l'exercice systématique du droit de préemption par la SAFER, l'acquisition du foncier par les collectivités territoriales, l'application de la loi de réquisition des logements vides de 1945 et son extension aux collectivités, la rénovation des milliers de maisons vides et leur attribution aux jeunes et aux familles modestes, l'arrêt des fermetures des services publics, des classes et des postes d'enseignants-la suppression des fran-

chises médicales, du forfait hospitalier et l'arrêt des remboursements des médicaments; le retrait du « Plan Hôpital 2007 » qui menace de fermeture les hôpitaux de notre région.-l'abrogation de la loi Sarkozy-Woerth sur les retraites et le retour aux 37,5 annuités, public-privé »



Il était une figure respectée de la vie politique et sociale de Soule. Aimé et apprécié de tous, il était connu pour son enthousiasme, sa bonne humeur et son énergie débordante et communicative. Il rejoignit un courant du NPA, le courant La Commune en 2010. Il intégra à ce titre le comité de rédaction du journal La Commune et de sa lettre hebdomadaire, ainsi

que le courant anticapitalisme et Révolution dans le NPA. Récemment, il a été l'un des premiers signataires de l'appel à constitution d'un parti des travailleurs après le départ et la démission du NPA de 65 militants opposés à la dérive opportuniste de son actuelle direction. Marc était toujours disponible, toujours prêt à faire oeuvre de solidarité auprès de ses camarades et amis. En revanche, il détestait les hypocrites, les lâches en politique, les parvenus et de manière générale les menteuses et les menteurs de tous bords et de tous poils, bref, le poison du stalinisme qui continue encore aujourd'hui à faire son oeuvre destructrice.

Dans le combat politique aux côtés des exploités et opprimés, il sut se forger comme militant ouvrier, lui qui était venu tardivement comme il le disait et le regrettait, à l'action politique.

Son rire, ses facéties, son entrain, sa vive intelligence vont nous manquer, terriblement. Que sa compagne, Corinne, ses enfants Paul, Rémy, Antoine, et toute sa famille soient assurés de notre solidarité définitive et permanente.

**Chapeau bas, Marc,
hommage éternel !**

Au nom de tous ses camarades de La Commune,
Pedro Carrasquedo, septembre 2014.

Chronique d'une chute de régime

Le dénouement est proche

« Crise de régime », « implosion », « guerre des gauches ». Les medias s'affolent devant le spectacle de la crise ouverte de l'exécutif. Ce nouvel épisode de la dislocation du régime se produit à l'instant précis où la crise économique connaît une nouvelle aggravation. Il intervient au moment où l'UMP est en proie à tous les déchirements. Mais, d'abord et avant tout, elle est l'effet différé des vagues abstentionnistes, de la grève des cheminots et de la mobilisation spontanée contre la complicité de Hollande avec l'Etat d'Israël. Bref, de la lutte de classes, qu'on ne s'y trompe pas. Il nous incombe de rétablir cet enchaînement des causes et des effets.

L'outsider François Bayrou ne mâche pas ses mots : « Un pouvoir exécutif ne peut pas résister à ce degré d'impopularité ». Il cherche une issue dans l'impasse : la dissolution de l'assemblée nationale.

Autre outsider, d'un autre genre, Marine Le Pen en appelle, elle aussi, à cette dissolution et à « un gouvernement de cohabitation ». Drôle d'extrême-droite qui cherche un palliatif à la chute de la Vème république et tente de replâtrer celle-ci.

L'arrogance de Manuel Valls n'y peut rien : en quelques heures, la cohésion du nouveau gouvernement, pourtant « resserré », vole en éclats. Le nouveau ministre de l'économie, Macron, sorti tout droit de la Banque Rothschild s'en prend aux « 35 heures ». Et, couac ! Le gouvernement doit aussitôt démentir. Mais, sans renier les propos de Macron, fort limpides : « trop de droits pour les travailleurs, égal handicap pour les entreprises. Tenez-vous le pour dit. Survient alors l'Université d'Été du Parti socialiste. Taubira s'y affiche avec les « frondeurs ». Re-couac.



Manuel Valls et Pierre Gattaz

Valls, le toutou du MEDEF

Valls venait de s'afficher à l'université d'été du...Medef ! « Standing ovation », « déclaration d'amour au Medef » ont commenté les medias. Seule ombre à ce tableau : le Medef a bien fait comprendre à l'homme de Matignon que faire acte d'allégeance était une chose mais que les patrons ne concéderaient aucune « contrepartie ». Il attend, les bras croisés, que le gouvernement parachève toutes les « réformes » amorcées et, en particulier, la réforme liquidatrice des bases de la Sécurité sociale. Ce ne sont pas des « vilains patrons »,

« ingrats » et peu soucieux de « l'intérêt général ». Ce sont des capitalistes qui ne peuvent « investir » tant que « le capital variable » (c'est-à-dire, les salaires-dont les cotisations Sécu sont partie intégrante), ne sera pas considérablement réduit. Seul moyen pour eux de restaurer « les taux de marges » (c'est-à-dire les taux de profits capitalistes).

Jusqu'ici, Hollande a pu s'appuyer sur les directions syndicales, lesquelles se sont arc-boutées contre toute mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations pour le retrait des réformes scélérates et des plans de licenciements. Mais, en juin, pour la première fois, CGT, FO et FSU ont boycotté la conférence sociale. La



Emmanuel Macron

Chronique d'une chute de régime

grève des cheminots venait juste de se calmer. Une grève prolongée et massive qui a montré l'incapacité grandissante des directions syndicales à « tenir les troupes » (les appels successifs de Le Paon à la reprise du travail ont été ignorés de longues semaines par les cheminots).

A cet égard, la démission du ministre des Transports Cuvillier est symptomatique. A la différence de Montebourg, il n'a pas été écarté. « Je n'avais pas les leviers pour faire bouger les choses » a-t-il expliqué. « Lui ne voulait pas d'un simple secrétariat d'Etat aux emmerdements. » a précisé un ministre proche de Cuvillier.

Sexe, mensonge et brûlot

Comme si cela ne suffisait pas, le chef de l'Etat est devenu la cible vivante de sa très récente pénultième compagne, Trierweiler. Laquelle s'est fendue d'un best-seller



Valérie Trierweiler

que nous oublierons sans doute de lire ou de feuilleter. Ce brûlot a fait l'effet d'une bombe médiatique, le 3 septembre. François Hollande y est décrit comme un être méprisable et méprisant à l'égard des pauvres. Sa funeste politique à l'égard des pauvres et des salariés nous suffit à le qualifier. Nous n'avons donc nul besoin de regarder sa vie privée par le trou de serrure d'une moralité à géométrie variable pour nous forger un point de vue sur l'individu. Comme disait le poète, « le prob-

lème de la morale (privée), c'est que c'est toujours la morale des autres » (Léo Ferré). Dans cette affaire, il se trouve simplement que cette femme aigrie s'en prend, par ricochet et, à son corps défendant, à la fonction présidentielle sacrée de ce régime en perdition. Et de fait, elle participe de l'estocade contre Hollande qui, a-t-il dû penser, n'avait pas besoin de ça ! Qu'il ne compte pas sur nous pour le consoler...



Frédéric Cuvillier

Et, comme si cela ne suffisait pas, le tout frais émoulu secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Thomas Thévenoud, nommé à ce poste le 26 août, se voit contraint de quitter le gouvernement car ce député, (qui, lui, a les dents longues et ami avéré de Montebourg) a « omis » de payer ses impôts. La descente aux enfers devient vertigineuse. A la mesure d'une cote de popularité de ...13% qui prend désormais valeur de cote d'alerte.

Députés «frondeurs»

Quant à la majorité parlementaire, sa cohésion est plus qu'entamée : Le Monde estime à 82 les députés « défiants » et « frondeurs » contre 207 qui affichent (pour combien de temps ?) un soutien indéfectible au gouvernement en place.

Le divorce entre le Parti socialiste et sa base sociale historique est largement consommé. Ni la droite, ni le FN, ni le Front de gauche n'en tirent profit. Bien au contraire ; et

ces derniers sont obligés, peur du vide politique oblige, peur des masses pour tout dire, de chercher des cautères sur une jambe de bois au travers de la dissolution par exemple. Ce divorce recoupe la fracture définitive entre le régime de la Vème république (et tous ceux qui s'y accrochent) et la population.

La Vème replâtrée

D'où les discours, de tous bords, en vue d'une VIème république, c'est-à-dire une Vème-bis replâtrée, où – comme le rêvait de Gaulle (et comme l'entend Mélenchon)- le Sénat serait remplacé par une chambre socioprofessionnelle où seraient intégrés les syndicats dans une logique néo-corporatiste, aliénant définitivement l'indépendance du syndicalisme confédéré.

La population laborieuse n'est pas un amas de mouches que l'on pourrait attraper avec du vinaigre.

Elle l'a indiqué clairement : elle ne veut plus vivre comme avant. Le « sommet » lui « ne peut plus gouverner comme avant ». Plus personne ne le nie. La crise politique en cours a été nourrie par la lutte de classes, elle sera dénouée, dans la lutte des classes et par la lutte des classes.

Nous sommes passés de la phase d'agonie, de « fin de régime » à la phase de « chute de régime ». Le dénouement est proche.



Marie-Noëlle Lienemann
L'éternelle « frondeuse »

Daniel Petri,
8 septembre 2014

Il y a 74 ans l'assassinat de Léon Trotsky

20 août 1940, Staline assassine Trotsky...

Le 20 Aout 1940, Léon Trotsky tombait sous les coups de Ramon Mercader à Mexico. Cette date marquait la fin d'une longue traque menée par Staline et ses agents du G.P.U.

La défaite de la Révolution allemande en 1923- à laquelle ont contribué les erreurs de la direction de Staline-Tokharienne et l'obligation de recourir à la Nouvelle Politique Économique (NEP) ont renforcé l'isolement de l'État Soviétique et accéléré la cristallisation d'une caste bureaucratique qui a de plus en plus mis en avant la défense de ses privilèges.

En Staline elle a trouvé très rapidement la chair de sa chair. L'opposition de Gauche et Trotsky devinrent, eux qui défendaient les véritables idées du marxisme et de Lénine, la cible à détruire. La bureaucratie mena si bien son sale travail que Trotsky fut contraint à son dernier exil en Janvier 1938 (lui qui en avait déjà subi deux sous le règne du Tsar). Il fut d'abord déporté à Alma-Ata au Kazakhstan, près de la frontière chinoise et, à partir de là, il a été expulsé en Turquie, où il a élu domicile sur l'île de Prinkipo, sur la mer de Marmara, près d'Istanbul.

Planète sans visa

Dans le premier temps de son exil turc, Trotsky écrit sa monumentale Histoire de la Révolution russe et entretient une abondante correspondance avec les opposants d'autres pays et en particulier à travers le Bulletin de l'Opposition de Gauche publié à partir de l'automne 1929. Trotsky a commencé à rassembler le noyau d'une Opposition internationale de Bolchéviks authentiques. La perspective de Trotsky selon laquelle Staline allait utiliser le GPU pour détruire son travail a été rapidement confirmée.

C'est vers la fin de son exil turc que Trotsky apprend le suicide de sa fille Zinalda. Son mari, Platon Volkov, un jeune militant de l'Opposition, avait été arrêté et a disparu à jamais. La première femme de Trotsky, Alexandra Sokolovskaya,

est envoyée dans un camp de concentration où elle décèdera. Plus tard, un autre fils de Trotsky, Serge, mourra en prison.

La pression de Staline conduit le gouvernement Daladier à ordonner son expulsion de France. Il trouve refuge en Norvège, en 1935. Là, il écrit la Révolution Trahie en 1936. Il va y demeurer 18 mois. Contre lui



Trotsky et sa femme Natalia Sedova à Mexico en 1937

se dressent deux minorités bruyantes: le petit parti communiste norvégien et le rassemblement national, autrement dit, le parti nazi du major Quisling. Le 5 août 1936, un commando nazi pénètre par effraction à son domicile et y vole des lettres publiées dans le journal Fritt Folk, articles relayés par la presse nazie, l'opération étant de démontrer que Trotsky ne respecte pas ses engagements de non-ingérence dans la vie politique de la Norvège. L'Humanité qui relatera le cambriolage du 5 août parlera « d'une visite des nazis à Trotsky » ! A Moscou, le procureur Andréi Vy-chinsky dépeint Trotsky et son fils Sedov comme les responsables de l'assassinat de Kirov, préparant ce-

lui de Staline, sous la houlette d'Hitler et de sa Gestapo. S'en suivront les procès de Moscou, où Staline mettra à mort les anciens compagnons de Lénine.

L'exil mexicain

La situation de Trotsky en Norvège devient intenable. Les amis de Trotsky, après un long travail, lui trouvent refuge au Mexique. Le gouvernement Cardenas accorde un visa de séjour à Trotsky le 6 décembre 1936. Dès son arrivée au Mexique, Trotsky suscite les attaques répétées du Parti communiste mexicain, relayées par la droite américaine qui voit en Trotsky l'arrivée d'un « nouveau volcan sur le territoire mexicain ». Le « boucher de Moscou » continue son œuvre de destruction en semant la terreur et la mort chez les anarchistes, trotskystes et militants de gauche en Espagne.

Mais il lui reste à détruire le centre de l'Opposition de Gauche Internationale basé à Paris sous la direction de Léon Sedov. Staline va faire assassiner Sedov par un agent du GPU infiltré au sein de l'opposition de Gauche, un dénommé Etienne, en fait Mark Zborowski, qui s'était déjà fait la main en France et en Espagne.

Sedov, le fils assassiné à Paris

La perte de Sedov pour Trotsky est un coup sévère porté par Staline. Trotsky parlant pour lui et Nata-

Il y a 74 ans l'assassinat de Léon Trotsky

lia : « Pour cent raisons, nos pensées et nos sentiments allaient chaque jour vers lui, à Paris. Avec notre garçon est mort ce qui demeurait en nous de jeune. »

Trotsky, Natalia Sedova et une poignée de proches collaborateurs arrivent au Mexique en janvier 1937. Ils vont séjourner à Coyoacan, dans la banlieue de Mexico, après avoir été reçus officiellement.



Lev Sedov

Dès l'arrivée de Trotsky, le Parti communiste mexicain a commencé à faire de l'agitation pour que des restrictions frappent Trotsky, afin de l'empêcher de répondre aux accusations portées contre lui lors des procès-spectacle qui se déroulaient à Moscou.

Du pacte germano-soviétique à Ramon Mercader

En 1939, le pacte germano-soviétique va rendre l'assassinat de Trotsky encore plus nécessaire. Cela lui vaut un court sursis car il faut aux « communistes » mexicains et aux agents de Staline dans le syndicat de la Confédération des Travailleurs Mexicains le temps d'expliquer et de répéter que Trotsky, accusé la veille d'être un agent d'Hitler et de la Gestapo, doit être dénoncé désormais d'être un agent de Roosevelt et de la commission Dies (ancêtre du maccarthysme).

Le répit est de courte durée. Le 19 mai 1940, dans La Voz de Mexico, organe central du Parti communiste mexicain paraissait un article qui était en lui-même la préparation politique du meurtre de Trotsky. « Trotsky, le « vieux traître » comme l'a appelé un jour le camarade Lombardo Toledano, nous fait chaque fois qu'il le peut la démonstration que, plus il vieillit, et plus il devient cynique. Espion sur la feuille de paie des forces réactionnaires, agent de la commission

Dies au Mexique(...), Trotsky doit répondre devant les autorités du pays de ses actes anti prolétariens et anti mexicains (...), il n'y pas longtemps ce traître, rêvant peut-être du temps où il pouvait organiser son propre procès, jugé par ses propres amis, dans la maison de Diego Rivera, a lancé un défi, qu'un tribunal examine les accusations lancées contre lui d'être un agent de la commission Dies, ce qu'il a lui-même avoué dans ses déclarations politiques. Il est clair que Trotsky cherche une tribune pour continuer son activité nuisible contre les travailleurs du Mexique. Mais le peuple ne lui donnera pas de tribune. En ce qui concerne Trotsky, les travailleurs ont déjà prononcé leur verdict : il faut le chasser de ce pays ! »

A la date où ces lignes sont écrites, le premier commando de tueurs, dirigé par le peintre stalinien David Alfaro Siqueiros, prépare l'attentat du 24 mai 1940.

Dans la nuit du 24, le commando fait irruption dans la maison de Trotsky, tire à la mitrailleuse sur Trotsky, Natalia et son petit-fils Sieva. Ils ont heureusement le temps d'échapper à leurs assaillants, seul Sieva sera blessé légèrement..

« La vie est belle... »

Après cet échec, la bureaucratie stalinienne ne désarme pas, même si le Parti communiste mexicain nie toute implication dans l'attentat du 25 mai. Un agent infiltré du GPU, connu sous le nom de Frank Jackson (en fait Ramon Mercader), tue Léon Trotsky d'un coup de pic à glace dans la soirée du 20 août 1940. Il sera jugé, condamné à 20 années de réclusion (qu'il purgera)

et sera décoré de l'ordre de Lénine dès son retour à Moscou par les staliniens, ses maîtres.

Staline en tuant Trotsky pensait en avoir fini avec celles et ceux qui combattaient pour défendre les acquis de la Révolution d'Octobre. Grave erreur, la preuve en est qu'il continua sa soif exterminatrice jusque dans les camps de la mort nazis et dans les rangs même de la résistance en France. L'acharnement de la bureaucratie stalinienne n'y a rien fait et n'y fera rien. Les héritiers de Trotsky et de l'Opposition de Gauche continuent inlassablement leur lutte contre le



Ramon Mercader

capitalisme et ses valets, les résidus du stalinisme et les sociaux-démocrates traités à la classe ouvrière...

Nous, militants trotskistes, rejoints par des camarades

d'autres courants antistaliniens du mouvement ouvrier, continuerons à nous battre pour la Révolution. Nous reprenons à notre compte les derniers mots de Trotsky : « La vie est belle. Que les générations futures la nettoient de tout mal, de toute oppression, de toute violence, et en jouissent pleinement ».

**Vive le socialisme !
Vive la Révolution d'Octobre !
Vive la Quatrième
Internationale !**

Francis Charpentier
1er septembre 2014

Argentine

Un spectre hante l'Argentine

Du 18 au 20 juillet s'est tenu un congrès extraordinaire du Mouvement Socialiste des Travailleurs, notre parti frère en Argentine. Ce congrès a eu lieu à un moment très particulier qui voit une crise économique et sociale profonde ravager à nouveau le pays et une Présidente, Cristina Kirchner engagée dans le paiement des dettes dites « vautours » qui étranglent et asphyxient le pays. Pour les lecteurs de « La Commune » voici l'analyse de la situation politique issue de ce congrès et telle que l'a rapportée un de ses responsables : Guillermo Pacagnini.

Le débat sur l'actualité et le futur du pays prend de plus en plus d'importance. Toute discussion qui part d'un problème syndical, de quartier, d'environnement, se développe jusqu'à la question de savoir quelle en sera l'issue. Il y a de nombreuses manifestations, de barrages routiers, de durs affrontements avec les forces de police, des revendications qui englobent un large spectre de besoins insatisfaits. Il suffit de mentionner les conflits en cours dans la Santé et l'Education, les revendications sur la terre et le logement, pour l'augmentation des aides sociales ou les luttes ouvrières dans les entreprises EMFER-TATSA, Lear et Gestamp.

Kirchner paie la dette aux vautours

Alors que la crise mondiale de l'économie capitaliste ébranle l'Argentine, Cristina Kirchner a décidé de continuer sur la voie de l'austérité et du paiement de la dette aux vautours de la finance. Elle veut terminer son mandat en aplanissant le chemin du futur président et ainsi assurer la continuité de la dépendance de l'Argentine

par rapport à l'impérialisme, aux usuriers et aux multinationales. Mais la tâche n'est pas si facile pour ceux d'en haut, car le nombre de luttes ouvrières et populaires ne cesse d'augmenter, et bien qu'il en appelle à la répression contre les



Cristina Kirchner

manifestations, le front pro-gouvernemental des patrons et des bureaucrates syndicaux, avec le soutien de l'opposition traditionnelle, n'arrive pas à freiner la colère et la volonté de combat.

Une économie gravement malade

La crise est globale : politique, économique et sociale. Alors que Cristina Kirchner, les gouverneurs et les députés kirchneristes disent que tout va bien, le gouvernement va de plus en plus mal. Son double discours est de moins en moins

crédible. Le soutien populaire s'effondre. Les mesures économiques, tout d'abord la dévaluation suivie de l'augmentation des prix et des impôts, le plafonnement des salaires, aggravés par le chômage technique, les licenciements et le paiement de la dette au Club de Paris et aux vautours, n'ont fait qu'aggraver la situation entraînant la rupture de larges secteurs qui avaient cru que le kirchnerisme était un projet national incarnant un changement face au néolibéralisme;

Collaboration étroite de la bureaucratie syndicale

Récession et inflation sont à la base du conflit social et menacent la stabilité que tous ceux d'en haut veulent maintenir. Le spectre d'un nouveau 2001, face à l'affaiblissement du modèle kirchneriste, pousse ceux d'en haut à promouvoir des solutions de rechange, mais jusqu'à aujourd'hui aucune n'a démontré être un pôle alternatif. C'est pour cela que le Parti Justicialiste, l'Union Civique radicale et tous les partis de droite se gardent de faire des vagues. L'étroite collaboration de la bureaucratie syndicale est indispensable pour freiner brutalement tous les conflits. C'est ainsi qu'elle tourne le dos aux besoins des travailleurs qui luttent

Argentine

pour les salaires, contre le chômage technique et les licenciements. Mais un tel échafaudage ne pourra tenir longtemps.

Une inflation galopante

La crise sociale est due à l'inflation qui progresse et qui pourrait atteindre un chiffre supérieur à 40%.



Elle a déjà englouti les augmentations salariales du premier trimestre. La seconde cause de cette crise c'est l'arrêt de l'industrie, qui frappe l'appareil productif, spécialement dans le secteur automobile, et qui fait place au chômage technique, aux licenciements, et aux baisses des salaires. Volkswagen vient de mettre au chômage 4000 travailleurs et il y a d'autres cas similaires à Cordoba, Santa Fe et le Nord de Buenos Aires. Au total dans ce secteur 10 000 travailleurs ont été mis au chômage technique et 2000 licenciés.

Les supplétifs

La faiblesse du gouvernement, la nécessité d'approfondir l'austérité et l'impossibilité de freiner les conflits le poussent aux mesures répressives qui s'expriment dans la loi contre les piquets de grève et dans l'action de la gendarmerie. La vague de conflits dans le secteur privé en défense de l'emploi et celle qui a débuté chez les enseignants

et les fonctionnaires pour l'augmentation des salaires sont une alerte pour le gouvernement.

Il est difficile aux bureaucrates de contrôler ce mouvement en raison de la détérioration de leur image dans la base. Mais ils doivent annoncer qu'ils vont se mettre dans la bagarre. Pour autant aucun ne présente un programme de revendications urgentes du peuple travailleur.

Ce qui les préoccupe ce sont les nouveaux dirigeants qui sont en tête des différents conflits, dans un processus qui s'élargit à de nouveaux secteurs du mouvement ouvrier.

Les tâches politiques

Il est indispensable de préparer en urgence la grève générale et un plan de lutte. Cette grève il faut la préparer d'en bas, avec des réunions de militants et la convocation d'assemblées pour débattre et préparer les actions. Cette grève pour les revendications les plus urgentes, l'interdiction par la loi des licenciements, la nationalisation de toutes les entreprises qui licencient, la répartition des heures de travail sans baisse de salaire, pour un plan économique d'urgence ouvrier, pour qu'enfin les capitalistes paient la crise. A côté des questions soulevées plus haut, les résolutions approuvées dans le congrès du MST montrent les principales tâches que les militants ont devant eux dans la

prochaine période : Solidarité internationaliste avec la Palestine, soutien à EMFER et aux autres luttes, aux nouveaux militants combattifs, embryon d'une nouvelle direction syndicale, impulsion de toutes initiatives contre la dette et son paiement aux vautours de la finance.

Bodart et Ripoll, candidats aux présidentielles de 2015

Dans ces temps de crise et de luttes, de vastes secteurs cherchent une alternative et se tournent vers la gauche, c'est dans ce cadre que le débat sur les élections prend son importance. La présentation de Bodart et Ripoll aux élections présidentielles de 2015 et toutes les candidatures du MST-Nouvelle Gauche vont dans ce sens.

Paul DUMAS, le 30 août 2014



Vilma RIPOLL et Alenjandro BODART

Vous pouvez retrouver le mensuel de nos camarades du MST "Alternativa socialista" à l'adresse suivante : [http://as.mst.org.ar/](http://as.mst.org.ar)

Les nôtres : Décès de Myriam Dechezelles

Les engagements d'une femme libre

Jeune militant trotskyste, j'ai connu Yves Dechezelles dès les années 70. Il venait souvent au local de notre parti, 87 rue du Faubourg St Denis pour rencontrer Pierre Lambert. Quelquefois, je me retrouvais à déjeuner avec eux, dans une de ces brasseries de la gare de l'Est que Lambert affectionnait. Yves l'accompagnait de bonne grâce mais on sentait que cet endroit n'était pas sa "tasse de thé" ! Benjamin Stora, permanent comme moi, et qui poursuivait ses études d'histoire en même temps, était de la partie et la conversation tournait inmanquablement autour de Messali Hadj, le combattant de l'indépendance algérienne alors en France...

Je dois dire que j'écoutais Yves avec passion et son élocution et talent oratoire, même dans cette brasserie bruyante nous fascinaient. C'est dans ce contexte que par la suite, j'ai été amené pour raisons de travail politique, en particulier pour la défense des droits démocratiques, à me rendre en son domicile de la rue du maréchal Harrispe et d'y rencontrer Myriam, sa compagne de toujours, qui m'ouvrait avec un large sourire. Et on comprenait vite, à leur contact, qu'ils étaient unis par une même volonté et passion de justice. Deux êtres qui ont marqué à jamais le militant que je suis et qui m'incitent au respect et à la modestie. P.C.

Née le 2 septembre 1914 à Alger, décédée le 5 août 2014 à Paris.

Issue d'un père pharmacien et d'une mère qui avait été cantatrice, Myriam partagea son enfance entre Tiaret, sur le haut plateau qui jouxte l'Ouarsenis, et Alger où ses parents finirent par s'établir définitivement, rue Michel non loin du Palais d'été. De ses parents aux origines sépharades elle reçut le goût d'apprendre intensément un savoir universel, totalement laïc, en même temps que le respect de toutes les cultures dont l'Algérie représentait un confluent remarquable avec la présence de la Méditerranée éternelle, celle des nombreuses civilisations qui y ont laissé des traces historiques. Plusieurs langues venaient en appui puisque, outre le français, M. Salama père parlait couramment

l'espagnol et l'arabe, et Mme Salama mère l'italien et l'arabe. Myriam, brillante élève dans les domaines littéraires et linguistiques, compléta ses talents par une excellente éducation musicale et la pratique du piano avec aisance.



Yves Dechezelles

Rencontres décisives

Entrée en Lettres supérieures à l'Université d'Alger elle y fit en 1933-34 des rencontres qui déterminèrent tout le reste de sa vie. Aux cours de lettres et de philosophie, enseignés respectivement par les professeurs Grenier et Poirier, elle rencontra ses condisciples Albert Camus et Yves Dechezelles, de très brillants étudiants dont les



Albert Camus

goûts réciproques pour le théâtre formèrent la première trame d'une amitié qui s'amplifia par l'échange de convictions humanistes communes. L'amitié entre ces trois personnes fut profonde et constante au long des événements qui devaient suivre ; les codes de discrétion sur cette amitié furent maintenus

lorsque la célébrité d'Albert Camus prit le devant de la scène en beaucoup de domaines. Yves Dechezelles faisait partie de la section d'Alger des Jeunesses socialistes, secondant Max-Pol Fouchet, alors Secrétaire, puis lui succédant comme responsable. Entre

Myriam Salama et Yves Dechezelles une vive passion amoureuse s'établit menant bientôt au mariage célébré à Alger en juillet 1935 ; le père de Myriam y avait consenti demandant simplement à Yves, qui visait l'agrégation de Philosophie, de préférer le Droit en vue d'une carrière plus rémunératrice !

La lutte antifasciste et antistalinienne

Mariés, Yves et Myriam s'établirent à Caen pour y terminer leurs études, de Droit pour Yves, de Lettres pour Myriam avec un Diplôme supérieur en Philologie. Yves commença sa longue carrière d'avocat. Désormais les convictions politiques et morales du couple rejoignaient un temps historique fort, le Front Populaire, la guerre d'Espagne et la lutte antifasciste. Myriam ne se contenta pas de suivre les pas d'Yves mais manifesta son action militante dans le concret immédiat, accueillant les réfugiés républicains espagnols et abritant même au modeste domicile une mère et sa fille, réfugiées d'origine basque. Ce geste de l'accueil

Les nôtres : Décès de Myriam Dechezelles

immédiat et protecteur que Myriam a exercé toute sa vie est une marque de civilisation, une des meilleures parmi celles produites autour de Mare nostrum, celle de la considération première de l'Autre, humble ou célèbre indifféremment. Le reste, amitié, indifférence ou inimitié attendra. Fâché de l'attitude de Léon Blum de non-intervention dans la guerre d'Espagne, Yves rejoignit et dirigea la cellule communiste de Caen où beaucoup de métallurgistes des aciéries de Mondeville étaient adhérents ; le contact ouvrier ne gêna pas Myriam qui se mettait à la portée de chacun et aidait Yves dans la rédaction du Journal communiste local. Les procès de Moscou mirent fin à cet épisode, le régime soviétique étant véritablement démasqué dans son dédain des droits de l'homme et de l'expression des opinions ; Yves fut aussi accusé de déviationnisme, ce qui conforta ses convictions antistalinienne.

La guerre et la Résistance

La conciliation entre aspirations littéraires et convictions politiques se faisait à l'intérieur de ce que l'on nomme l'engagement intellectuel, qui, de 1936 jusqu'aux années 1960, avait une vigueur et un retentissement dont nos contemporains n'ont plus la mesure. Militants politiques et personnalités intellectuelles ont contribué, par des moyens différents et complémentaires, aux luttes et aux débats pendant les affrontements majeurs de cette période. Certains, comme Yves et Myriam Dechezelles, cumulaient les deux rôles dans une posture équilibrée servant l'un et l'autre des moyens sans y trouver de contradiction.

Dans l'enchaînement inéluctable des événements de 1940 la famille eut la chance de se retrouver à Alger. Dès 1941 le couple Yves et

Myriam s'inscrit avec un groupe d'amis [1] aux liens très solides dans la résistance au régime Pétain-Darlan ; en liaison avec le réseau Combat, l'un des buts visés par ce noyau de résistants réside dans la préparation des actions historiquement bien établies du « 8 novembre 1942 » afin de faciliter le débarquement des alliés. Myriam y participa sans jamais avoir considéré que c'était un exploit : elle a été convoquée dans Alger des pains de dynamite au fond du landau où son plus jeune fils, Guy âgé d'un an, se montrait heureux de la promenade. La constitution du gouvernement

provisoire, sous la direction du Général de Gaulle, amena Yves à y assurer des fonctions, et, certaines fois, Myriam se retrouva en diner officiel à la droite du Général ; elle en gardait un souvenir amusé par l'écart de stature qui la séparait du Général, elle qui ne mesurait qu'un mètre 55. Respectueuse, mais rarement intimidée, elle pouvait ainsi commencer sa galerie de portraits des grands hommes politiques, mo-



Patrick Waldberg

quant les prétentieux et sachant révéler ceux, en petit nombre, qui apportaient du positif à la condition humaine. Adepte des chroniques orales où sa prodigieuse mémoire excellait dans le rappel des noms et des circonstances, y ajoutant la causticité de son esprit inspiré de Voltaire, elle a régalé nombre de visiteurs du monde politique et littéraire venant à son domicile. L'envers du décor lui a toujours semblé au moins aussi important que l'endroit pour mieux juger de l'attitude et des actions des personnages en vue ; à cet égard, dans le combat qu'elle soutenait pour le

respect des femmes et l'amélioration de leurs conditions sociales, elle n'aimait pas la méthode de « suffragette » arrogante et détestait les intrigantes, celles qui profitent de cette grande cause pour mieux se forger un prénom, un nom et la gloire éventuelle d'un titre !

L'arrivée des alliés à Alger, fin 1942, fut aussi l'occasion de connaître d'autres personnages intéressants ; ce fut le cas notamment de Patrick Waldberg, qui, par sa connaissance approfondie de la grande culture française et sa double origine franco-américaine, officiait au sein de l'armée américaine comme agent de liaison. Il se révéla comme familier du mouvement surréaliste. Cette rencontre et

l'amitié indéfectible qui s'ensuivit facilitèrent plus tard toutes les relations directes qui se nouèrent avec André Breton, Benjamin Péret, Max Ernst et nombre de fidèles moins connus de ce mouvement. Pendant une vingtaine d'années, Patrick put, dans ses errances parisiennes, venir à toute heure du jour ou de la nuit à la maison Dechezelles, certain du refuge et de l'accueil reconstituant qu'il y trouverait grâce aux soins de Myriam.

La SFIO

Le retour à Paris, en octobre 1944, correspondait à une intense période de reconstruction et de rassemblement politique. A la suite d'Yves qui joua un rôle important à la gauche de la SFIO, Myriam s'investit également dans le parti, participant de l'activité au siège de la Cité Malesherbes et assurant, en particulier, le secrétariat de Gaston Defferre ; elle l'appréciait pour son humour et pour le soin qu'il prenait de tenir en bonne considération tous les éléments féminins, une forme de considération et de parité avant que ce mot ne soit avancé avec le sens actuel. Cela contrastait avec Guy



Gaston Defferre

Les nôtres : Décès de Myriam Dechezelles

Mollet et d'autres plus encore. La veille des nombreux congrès, le petit appartement parisien Dechezelles, alors rue Louis Codet, était réorganisé par Myriam pour dégager le plus de place possible et y accueillir les délégués des fédérations provinciales, Lyon et Toulouse [2] notamment ; ensuite elle s'affairait pour les nourrir, les faire dormir, le tout for-



Fred Zeller

mant un casernement de fortune pour une vingtaine de personnes dans un temps où alimentation et chauffage manquaient énormément. Le dévouement militant commandait. Le retour vers les activités culturelles était également présent et ce fut une période de fréquentation importante de Paul Rivet qui dirigeait le Musée de l'Homme. Ainsi, pour Myriam, l'apport de l'ethnologie complétait la philologie. En évoquant le Musée de l'homme il est opportun de rappeler que les liens entre résistants vrais facilitaient les contacts dans l'après-guerre ; ils ont créé des rapprochements et longuement vivifié des amitiés multiples qui ne s'effacèrent jamais même en cas de distanciation politique.

Ce serait un long inventaire que d'énoncer toutes les rencontres et toutes les « retrouvailles » de cette période d'après guerre, celle d'Albert Camus, celle de Max-Pol Fouchet, celle du mouvement surréaliste, toutes celles rétablissant une influence culturelle et humaniste pour la France. Le militantisme avec les Jeunesses socialistes, intégrant de nombreux trotskistes, permit également de lier des amitiés indéfectibles ; parmi les Jeunesses, Carmen Carmona et Myriam devinrent vite des intimes, partageant beaucoup de goûts communs culturels et linguistiques à partir de l'hispanité, et défendant le

rôle des femmes dans l'action politique. Le cercle amical formé avec les Jeunesses socialistes prit aussi l'habitude de se revoir régulièrement après l'éviction de la SFIO en 1947 ; le peintre Fred Zeller en faisait partie qui longtemps accueillit ce cercle au Caveau des Légendes qu'il avait créé. En outre, le couple Roland et Yvonne Filiâtre, peu après leur retour de

déportation, et le couple Yves et Myriam Dechezelles devinrent des inséparables tant par la communion des idées militantes que par le besoin de se nourrir de leurs forces morales et humanistes réciproques.

D'autres axes d'action apparurent pour lesquels l'activité relationnelle et très communicante de Myriam aida Yves Dechezelles dans le bouillonnement des années suivant la guerre.

De l'antifranquisme à l'anticolonialisme

Citons la reprise des liens avec les mouvements des républicains espagnols, ceux notamment issus du POUM [3] ainsi que les anarcho-syndicalistes de la CNT [4], tous continuant la lutte antifranquiste. La montée en puissance des mouvements d'émancipation des peuples colonisés, au sortir de la guerre et lors de la création de l'Union française en 1946, allait devenir le sujet fort. Cette cause de l'anticolonialisme, ajoutée à l'éviction des dirigeants des Jeunesses socialistes, devait entraîner en 1947 la démission d'Yves de son poste de secrétaire général adjoint de la SFIO. C'est une continuité persévérante du militantisme qui

amena ensuite la création de l'ASR [5] puis du RDR [6], puis du CAGI [7] aboutissant à la Nouvelle Gauche, à l'UGS [8] et enfin au PSU. Les liens avec les éléments syndicaux engagés, de FO et des syndicats enseignants, et ceux avec les amis trotskistes, dont beaucoup avaient été connus aux Jeunesses socialistes, ne furent jamais oubliés ; Pierre Lambert et Daniel Renard, entre autres, étaient souvent présents chez les Dechezelles et leurs luttes, ouvrière et anticolonialiste, constituèrent des enjeux très souvent partagés en commun. Myriam se souvenait souvent des arrivées de Daniel Renard, sorti « bouillant » de l'action et venant décrire ce qu'il venait de vivre intensément avec les métallurgistes de Saint-Nazaire.

Sur le front anticolonialiste qu'Yves partagea avec ses amis, Jean Rous et Daniel Guérin étant des précurseurs, il y eut en 1946 la période vietnamienne. Des émissaires de Ho Chi Minh venaient conférer au domicile et relayaient vers Myriam les informations pendant qu'Yves essayait de faire bouger les ministres socialistes pour infléchir la position gouvernementale française et donner une chance d'aboutir aux négociations qui se tenaient à Fontainebleau. Hélas, la politique de la canonnière prévalut avec la complicité du ministre de l'outremer Marius Moutet, un des adversaires d'Yves à la SFIO. Puis ce fut le temps des Malgaches et des Nord-africains. Pour Madagascar la qualité et la haute moralité des dirigeants du MDRM [9] n'étaient pas prises en compte et une répression colonialiste effroyable s'abattit sur la grande île ; Yves participa au groupe courageux d'avocats venus assurer la défense des dirigeants. Jacques Rabemananjara, dirigeant mais aussi poète et écrivain de langue française, resta



Jacques Rabemananjara

Les nôtres : Décès de Myriam Dechezelles

toute sa vie en contact avec Yves et Myriam.

Pour l'Afrique du Nord, beaucoup de ce que l'Algérie et la Tunisie ont compté de cadres nationalistes et syndicaux ont été reçus par Yves et Myriam à leur domicile, les leaders respectifs Messali Hadj et Habib Bourguiba ne le pouvant pas, retenus par des emprisonnements ou des assignations à résidence forcée. Yves et Myriam connaissaient bien l'Algérie, Myriam se débrouillant aussi en arabe dialectal. Depuis longtemps ils avaient pu mesurer le sort de la majorité « indigène » [10] musulmane et dénoncer toutes les tricheries électorales ou autres procédés scandaleux qui prévalaient pour faire taire les voix émancipatrices et revendicatives, celles particulièrement du MTLD [11], et maintenir « le second collègue » [12] dans l'acceptation du fait colonial. Non seulement Yves devint le défenseur et l'ami de Messali Hadj mais, de plus, avec la présence de Myriam les enfants de Messali, Ali et Djanina, devinrent l'objet d'attentions quasi maternelles, Madame Messali étant trop tôt disparue en 1953. Une fraternité familiale était établie qui dure encore.

La guerre d'Algérie

La guerre d'Algérie donna un autre rôle à Myriam. Yves devint l'animateur d'un collectif d'avocats chargés de défendre devant les tribunaux militaires et civils, respectivement en Algérie et en Métropole, les dirigeants et militants algériens, politiques ou syndicalistes, emprisonnés et pour certains d'entre eux condamnés à mort dans des procès expéditifs. Yves assura de lui-même 49 missions en Algérie, quelques unes douloureuses pour assister ses clients jusqu'à la guillotine et la plupart dangereuses sous la me-

nace des ultras de l'Algérie française. Faire fonctionner ce collectif demandait une gestion active permanente, sachant faire, sachant dire ou ne pas dire, connaissant les interrelations nécessaires, tenant à jour l'avancement et le pourvoi logistique, tout cela a été l'oeuvre de Myriam formant la base arrière avec l'aide de Tahar Zerargui, ancien conseiller municipal d'Alger, militant du MTLD puis du MNA [13]. Les qualités de Myriam, sa réactivité, son intelligence et sa mémoire quasi infallible qui évitait d'avoir à produire certains écrits potentiellement dangereux, ont fait merveille pendant cette période de 1954 à 1962 des temps difficiles de la guerre d'Algérie. Comme au temps de la résistance il fallut aussi encaisser la douleur de perdre des amis algériens, dans la guerre armée en Algérie ou dans les assassinats fratricides à l'initiative du FLN



Une délégation contre les rafles en Pays Basque français. Avec notamment : Yves Dechezelles, Pedro Carrasquedo et Denis Langlois. "Informations ouvrières", 5 février 1992.

; s'il ne fallait citer qu'une absence douloureuse, sans nul doute il faudrait évoquer la mémoire de Abdallah Filali, blessé à mort par le FLN, sachant sa fin certaine pour le lendemain, et accueillant, alité dans sa chambre d'hôpital parisien, Myriam et ses fils avec le même grand sourire fraternel que nous admirions à chacune de ses visites au domicile. Myriam organisa aussi la liste des amis qui, munis des autorisations nécessaires, rendirent régulière-

ment visite aux prisonniers du « régime politique » afin de leur éviter la solitude et d'encourager leur moral. Il y eut à partir de 1961 la menace directe de l'OAS ; dans ce temps,



Abdallah Filali

l'immeuble de la rue Maréchal Harispe était protégé jour et nuit par des policiers ; toujours hospitalière, Myriam n'oubliait jamais de leur apporter du café chaud pour les tenir éveillés la nuit.

On ne peut pas terminer l'évocation de cette période sans parler de deux personnes qu'appréciait particulièrement Myriam. Il s'agit d'abord de la grande résistante Claude Gérard qui assura des missions difficiles en Algérie pour témoigner de la cruauté de la guerre et le faire connaître dans les milieux chrétiens entre autres. Il s'agit ensuite du philosophe et écrivain Maurice Clavel que Myriam aida psychologiquement dans les moments où il passait d'un état de grande espérance, après ses visites régulières auprès de Charles de Gaulle, à un état de grande désespérance à force de ne pas voir venir l'« attendu » ; l'amitié avec celui qu'elle ne nommait que Maurice, eut à nouveau des épisodes forts en 1968 et dura jusqu'au décès de l'écrivain.

La défense inlassable des militants

Après 1962, Yves reprit des activités moins exceptionnelles à son cabinet d'avocat tout en continuant à apporter son soutien aux militants politiques et syndicalistes judiciairement convoqués. Myriam assura le secrétariat du Cabinet jusqu'au départ en retraite d'Yves en 1987. La vie politique militante diminua beaucoup lorsque la majorité du PSU rejoignit le nouveau PS et que

Les nôtres : Décès de Myriam Dechezelles

François Mitterrand en prit la tête. Yves continua de mener son combat et de nombreuses actions, notamment des missions pour la FIDH [14] ; jamais Myriam ne lui fit obstacle, totalement adhérente de ce combat qui ne cessera jamais au service des droits de l'homme, pour ses libertés et sa défense contre l'oppression.

Vint le temps de profiter de longs week-ends dans la maison de campagne de Méréville, un temps partagé entre l'accueil des nombreux amis et l'entretien de cette grande maison et du terrain arboré alentour. Yves aimait les arbres et fit pousser son «chêne de Tolstoï».

Le décès d'Yves

Lorsqu'en 2002 Yves fit une chute avec fracture puis revint de l'hôpital Poincaré avec le commencement d'un état dit de démence sénile, Myriam se montra d'une force extraordinaire pendant plus de quatre ans. Elle assista jour et nuit Yves dans ce déclin très difficile à vivre pour les plus proches, psychologiquement comme physiquement. Au décès d'Yves, en janvier 2007, elle montra son courage et sa résistance, fervente dans la mémoire de l'« aimé » et du long parcours commun et passionné.

Handicapée par sa vue, Myriam continua par de longs appels téléphoniques à maintenir le contact avec ses nombreux amis, n'ayant jamais besoin, grâce à la préservation de sa mémoire, de consulter un répertoire pour se remémorer les numéros de téléphone, les dates d'anniversaire, les prénoms des enfants des correspondants etc. La disparition des amis [15] venait à proportion de l'âge avançant mais faisait progresser en elle le besoin de rester en contact avec ceux demeurant en vie, notamment son aînée et amie d'enfance de Tiaret, devenue un très réputé Professeur d'histoire, Mme Georgette Sers. Un autre réconfort régulier vint des amis de son immeuble : le Dr Ben-

chetrit et son épouse très attentifs auprès d'elle, et le musicologue et écrivain Jean Gallois avec qui les conversations et l'échange des savoirs musicaux, artistiques et intellectuels furent ressentis avec le sens profond de l'intelligence et de la compréhension réciproques.



Michel Onfray, "l'orgueilleux"

Centenaire de Camus

En 2013 lorsque le nom d'Albert Camus est revenu à l'affiche pour célébrer le centenaire de sa naissance, Myriam eut le regret qu'on ne fasse pas appel à sa mémoire et au rappel du Cercle des études camusiennes dont elle avait fait partie; puis elle s'est ravisée, considérant qu'il serait nocif de donner encore matière aux exégètes de se parer de la plume de Camus pour flatter leur gloire plumitive, pensant particulièrement à l'orgueilleux Michel Onfray. Camus méritait l'admiration de Myriam dans sa pure simplicité de condisciple et d'amie.

Myriam a gardé sa lucidité et son à-propos jusqu'à quelques heures de son décès. Alors qu'un aimable infirmier, cherchant à la porter d'un fauteuil à son lit, lui demandait : «Madame, puis-je vous prendre les pieds ?», elle répondit aussitôt : «vous pouvez les prendre mais ne les gardez pas !».

Myriam, voltairienne et mozartienne, et Yves, rousseauiste et beethovénien, seront réunis dans le cimetière ancien des Sables d'Olonne.

Texte de Jean-Jacques et Guy Dechezelles, 24 août 2014

[1] Bernard Amiot, Michel et Léon Brudno, Stanislas Cviklinski, Lucien Fanfani, Laurent Preziosi, Paul Ruff

[2] les amis Francis Fuvel et Alexandre Mon-

tariol en tête

[3] POUM : Partido Obrero de Unidad Marxista

xista

[4] CNT : Confederación Nacional del Trabajo

[5] ASR : Action Socialiste Révolutionnaire

[6] RDR : Rassemblement Démocratique Révolutionnaire

[7] CAGI : Centre d'Action des Gauches Indépendantes

[8] UGS : Union de la Gauche

Socialiste

[9] MDRM : Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache

[10] Le mot « indigénat » a été supprimé par une loi de 1946, à l'initiative de Lamine Gueye, portant création de l'Union française

[11] MTLD : Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques

[12] Le second collège avait été créé en remplacement de l'indigénat pour élire des représentants des peuples colonisés au sein des institutions départementalisées

[13] MNA : Mouvement National Algérien fondé et dirigé par Messali Hadj

[14] FIDH : Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme

[15] Une liste impressionnante pourrait être dressée. Myriam Dechezelles aurait certainement cité, sans oublier tant d'autres qui pardonneront par delà le temps : des hommes politiques appréciés, sincères et droits, Marceau Pivert et Claude Bourdet ; de grands militants révolutionnaires, Clara et Pavel Thälmann, combattants de la Guerre d'Espagne ; de grands résistants déportés, Marcel Beaufrère, Jean-René Chauvin, Robert Chazine ; de grands syndicalistes de la trop rare gauche américaine, Vic Reuters et Daniel Benedict ; Vlady, Vladimir Kibaltchitch, peintre mexicain, fils de Victor Serge ; le germaniste antinazi, Pr. Richard Thieberger ; les grands mathématiciens Laurent et Hélène Schwartz ; l'anthropologue Edgar Morin ; les thérapeutes Pierre Lagune et Jean Ayme ; les grandes militantes, Annie Cardinal, Jeanne Hespel, Renée Darnos, Mimi Lagune ; le socialiste algérien Mustapha ben Mohamed ; les avocats « frères » Yves Jouffa, Pierre Stibbe et d'autres encore. Mais aussi des protégés, l'ouvrier photographe érudit Michel Zographos, pour un temps le prêtre ouvrier Serge Berna rejeté par l'Eglise, pour un bref moment Daniel Cohn-Bendit recherché par toutes les polices de France

Une lettre d'Yves Dechezelles en défense des militants emprisonnés pour délit d'hospitalité :

Yves Dechezelles, avocat honoraire.

À Monsieur le Président de la XIIIe Chambre Correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris

Monsieur le Président,

Permettez à un citoyen, avocat retraité, de m'adresser à vous pour exprimer le grave sentiment qu'il éprouve alors que va s'ouvrir le procès de 80 personnes prévenues de participation à une « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. ».

Cette qualification d'association de malfaiteurs, je l'ai vue trop souvent employée à l'encontre de militants porteurs d'un idéal de libération. D'ailleurs, j'ai retrouvé plus tard certains d'entre eux qui avaient accédé dans leur pays aux plus hautes fonctions de l'État.

Encore moins concevable est-il de qualifier de malfaiteurs des personnes qui ont cru devoir accomplir un geste humanitaire en acceptant de donner accueil à des réfugiés politiques.

Au fond de l'affaire est la mise en cause du droit d'asile, ce droit antique consacré à notre époque par les conventions internationales.

Pendant longtemps les militants basques qui revendiquaient le droit à l'autodétermination et avaient toute raison de craindre, de ce fait, des persécutions de toutes sortes, pouvaient obtenir en France le statut de réfugié. Mais est venu le temps où le bénéfice de ce statut leur a été systématiquement refusé. La raison n'en était pas dans une avancée vers un certain respect du droit. Bien au contraire. Les prisonniers politiques basques ont continué de subir des traitements inhumains.

À cela il faut ajouter le rôle joué par le GAL, cette organisation qui recrutait des mercenaires chargés d'abattre, où qu'elles soient, en France, les victimes désignées. Ont été ainsi commis plus de vingt assassinats.

L'affaire est si grave et les responsabilités policières et politiques engagées sont si hautes que le pouvoir espagnol en est encore ébranlé.

Mais alors, quand je considère toutes ces circonstances, je ne puis croire que les personnes poursuivies dans ce procès puissent être condamnées pour un geste de profonde humanité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

À Paris, le 12 novembre 1995.



Une délégation au ministère en défense des militants basques menacés d'extradition par le gouvernement Mitterrand-Fabius...Yves Dechezelles à droite avec les cheveux blancs, et de gauche à droite : Gérard Bauvert, Alain Challier, sculpteur, Pedro Carrasquedo, journaliste à Informations ouvrières, l'historien Jean-Jacques Marie, l'avocat-écrivain Denis Langlois et tout en haut, l'avocat courageux de ses débuts Gilbert Collard avant qu'il ne devienne le haineux d'aujourd'hui...O tempora ô mores. Archives personnelles Pedro Carrasquedo

Afrique

Ebola : le virus de l'impérialisme

Il y a probablement des milliers de siècles que le virus Ebola était tapi dans la forêt équatoriale comme hôte d'une des 300 000 variétés de chauve-souris; il y a 28 ans qu'il s'est attaqué aux hommes, d'abord dans le bassin du Congo, épisodiquement, et maintenant en Afrique de l'Ouest. Analyse d'une épidémie qui se heurte au mépris cynique des impérialismes.

Les enfants d'un village, en 1976, ont joué au chasseur et ramené une chauve-souris fatale chez eux. Les bonnes sœurs d'une mission sise à Younkounbou, sur la rivière Ebola, ont transmis le virus par des seringues contaminées aux femmes enceintes et aux autres patients de leur dispensaire. L'épidémie est restée circonscrite aux abords de leur établissement. Depuis, Ebola s'est manifesté de mille façons mais le nombre de décès n'a jamais dépassé une ou deux centaines par épidémie. Et, fidèles à leur course à la rentabilité à tout prix, les géants de la pharmacie n'ont jamais entrepris la recherche d'un vaccin ou d'un type de médicament adéquat pour cette maladie jugée orpheline, comme ils négligent les multiples pathologies qui tuent peu de gens, prises isolément et beaucoup quand on les additionne. A ce mépris cynique du genre humain et des malheureuses victimes de la part des labos s'ajoute celui des chefs d'Etats des grandes puissances et des Etats touchés. En effet l'épidémie actuelle a commencé par frapper des enfants d'une famille guinéenne d'un village situé près de Guéckédou à Noël. Elle n'est reconnue par le gouvernement de Conakry qu'en mars et en Sierra Léone et au Libéria très vite touchés, elle ne sera annoncée publiquement qu'en mai !

« La coalition de l'inaction »

En ce début de septembre on en est à 3000 morts dont la moitié ces quinze derniers jours. L'OMS (or-

ganisation mondiale de la santé de l'ONU), mammoth paralytique, commence à émettre des projets lentement, sans tenir compte de la gravité de la situation et de l'urgence d'une intervention sanitaire coordonnée. Les Etats-Unis "réfléchissent", l'UE aussi. Il n'y a que 120 lits disponibles à l'antenne de l'ONG Médecins Sans Frontières à Monrovia, capitale du Libéria, là où il en faudrait au moins 1000. "Le Monde" daté du 10 septembre rapporte que 79 professionnels de la santé sont morts d'Ebola au Libéria et le directeur de MSF de Belgique déclare : "c'est la coalition de l'inaction". MSF a dévolé une partie de son budget au Libéria à la construction d'un crématorium pour brûler 100 corps par jour. Les malades en surnombre sont refoulés derrière des grillages et agonisent dans la boue et les flaques de la saison des pluies et leur parents tentent de saisir les kits de protection sanitaires balancés au dessus des grillage (caisse blanche contenant chlore, gants, tabliers, masques) pour limiter les contaminations.

Bien sûr les bonnes âmes invoquent les méfaits des coutumes funéraires où les parents et voisins du défunt doivent toucher le mort; certes c'est difficile à éviter.

Comme au Moyen-âge

Mais que dire des gouvernements qui bouclent les villages et quartiers touchés avec interdiction de sortir comme on parquait les pestiférés

au Moyen-âge avant de les brûler (Grande Peste de 1348-1350 par exemple) ? Et qui se savent à l'abri avec la possibilité de filer en Occident si le danger se rapprochait. Madame Ellen Sirleaf Johnson, présidente du Libéria est une ancienne haute fonctionnaire du FMI, primée pour des travaux en économie, à la tête d'un Etat corrompu jusqu'à la moelle. A Monrovia, des panneaux annoncent : "Ebola existe



vraiment" et un jeune étudiant déclare, toujours aux journalistes du Monde : "si c'est MSF qui le dit c'est

vrai, parce que le gouvernement, lui, on ne le croit pas". La défiance des masses en Afrique à l'égard des corrompus qui les gouvernent et les oppriment n'a d'égale que celle des peuples d'ici qui rejettent, par un abstentionnisme massif, les prétentions des politiciens de métier. Afrique, Europe, même combat ! Seules des nationalisations et confiscations sans indemnités ni rachats des grands labos et firmes pharmaceutiques permettraient de les mettre au service de la prévention et de la guérison des fléaux qui affectent tant de pauvres gens. Et seul le socialisme, le vrai, pas celui des sociaux-démocrates staliniens, tous socialistes de papier (papier monnaie surtout) est à même d'y parvenir.

**Garledji Makélélé,
11 septembre 2014**

Palestine

Une “ paix juste et durable ” ? Laquelle ?

Comme depuis 1947 et à intervalles réguliers, on a assisté, une nouvelle fois, durant des semaines entières, au déchaînement de la barbarie de l'Etat d'Israël contre le peuple Palestinien : 2000 morts, des milliers de blessés, dont la plupart de femmes et des enfants, cibles privilégiées des bombes israéliennes. Mais quand donc ce cauchemar cessera-t-il et que faire ?

La revendication d' "une paix juste et durable qu'on a vu fleurir dans toutes les manifestations, brandie par le PS, le PCF, le Front de Gauche et ses composantes, et y compris le NPA est sans doute légitime, mais à condition que son contenu corresponde aux intérêts vitaux du peuple Palestinien dans son ensemble. En effet :

Peut-il y avoir une "paix juste et durable" dans une situation où le peuple Palestinien est désormais confiné sur à peine plus de 3% de son territoire historique? Que vaut dans ces conditions la revendication d'"Un Etat palestinien" sinon l'acceptation d'un Etat croupion, d'un vague conglomérat de bantoustans cloisonnés les uns des autres et séparés par un Mur de la Honte dressé par l'Etat d'Israël et ceinturé de miradors?

Il n'y a aucune " paix juste et durable" là dedans ! Il y a plutôt capitulation face à l'Etat d'Israël...

Que vaut cette "paix juste et durable" avec la poursuite du blocus de Gaza, territoire de 2 millions d'êtres humains parqués sur une bande de terre de 360 km² avec une densité de 2350 habitants au km², l'une des plus élevées au monde?

Que penser d'une "paix juste et durable" avec 6000 prisonniers dans les geôles israéliennes, torturés chaque jour, à lire les rapports d'Amnesty International?

Avec 3 millions de Palestiniens dans la diaspora à l'échelle mondiale, chassés depuis 1947, dispersés, expropriés et contraints à l'exil pour fuir les massacres?

Alors oui, la résistance palestinienne, incarnée par la lutte du Hamas à Gaza est mille fois légitime, pourquoi le nier?

Dans ces conditions, la seule "paix juste est durable" en Palestine et au Proche-Orient est celle qui satisfera les revendications des 7 millions de Palestiniens :

Destruction-disparition de l'Etat d'Israël

Aussi, quel que soit l'angle sous lequel nous abordons la question palestinienne : la « seule paix véritablement juste et durable » exige la destruction d'un Etat qui, par nature, a vocation d'exterminer un peuple opprimé. Un Etat qui, tant qu'il existera, cherchera à poursuivre son plan d'extermination par étapes du peuple palestinien. Un Etat qui doit son existence et justification au besoin de l'Impérialisme d'avoir son bras armé direct dans cette région, pour tenter de canaliser les masses arabes et leur soif d'émancipation sociale et nationale, y compris par le fer et par le sang. Il découle, de cette position que nous sommes inconditionnellement aux côtés du Hamas contre l'Etat d'Israël et l'im-

périalisme. Il découle de cette position que le seul avenir réaliste pour la Palestine, c'est, répétons-le, la destruction-disparition de l'Etat d'Israël ; c'est comme le conclut notre

tract du 9 août diffusé dans les manifestations :

Dans ces conditions, la seule "paix juste est durable" en Palestine et au Proche-Orient est celle qui satisfera les revendications des 7 millions de Palestiniens :

- ▶ Droit au retour sans conditions pour tous les Palestiniens sur leur terre !
- ▶ Libération des 6000 prisonniers
- ▶ Démantèlement de toutes les colonies israéliennes
- ▶ Non aux bantoustans Gaza-Jéricho- Cisjordanie
- ▶ Retrait de toutes les troupes d'occupation, arrêt des bombardements
- ▶ Pour une Nation palestinienne, unie, fraternelle, dans ses deux composantes, juive et arabe, pour une République démocratique, juifs et arabes à égalité de droits et **sur tout le territoire historique de la Palestine** (avant la partition de 1947)

A bas le génocide ! A bas les assassins!

Et d'abord et avant tout, tout de suite : levée du blocus de Gaza !

Utopique? Ah oui, le carnage, le sang, avec l'accord de l'impérialisme, de Hollande à Obama ça c'est réaliste !

Vive le peuple Palestinien !

**Pedro Carrasquedo,
8 septembre 2014**



Ukraine

En défense du peuple Ukrainien

Les révolutions peuvent être d'un seul tenant et connaître des phases. En février 2014, "Maïdan", terme qui désigne à la fois la place et le peuple qui l'occupe, a chassé Ianoukovitch et les principaux affidés de Poutine. Sept mois plus tard, le roi du chocolat, Porochenko, est président. Peut-on en déduire que la Révolution est terminée en Ukraine ? En aucun cas.

Et elle ne se terminera pas non plus avec des élections législatives anticipées du 26 octobre. Il y a une composante nationale dans cette Révolution et comment pourrait-il en être autrement en face de Poutine qui utilise une partie, et une partie seulement, de la minorité russe, de l'Est du pays comme Hitler utilisait Konrad Heinlein, le leader nazi des Sudètes en 1938 pour démanteler la Tchécoslovaquie ?

La comparaison n'est pas injurieuse, et sans dire que Poutine serait un fasciste, du moins est-il un nationaliste « Grand russe » comme Hitler était un nationaliste « Grand allemand. » Si la Russie n'a pas les caractéristiques d'un Etat nazi, et heureusement pour la classe ouvrière russe et mondiale, elle n'a pas non plus les "standards" de la démocratie bourgeoise. De plus, les nervis à la solde de Poutine qui proclament ouvertement leur haine des Caucasiens et de tout ce qui est basané, présentent un air de famille avec ceux qui n'étaient pas bruns de peau mais d'uniforme dans les années 30.

Les néo-nazis en Ukraine ?

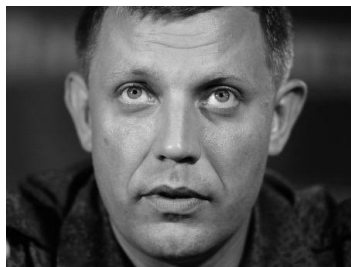
Moins de 1%...

Poutine emploie la phraséologie antifasciste tout comme Mélenchon et les staliniens français. Il est bon de rappeler que Milosevic en faisait autant vis à vis des Croates affranchis de sa tutelle. Si toutefois ces



Vladimir Poutine

antifascistes d'opérette sont conduits à de telles références, c'est aussi parce qu'ils essaient d'exploiter un réflexe sain pour défendre une marchandise frelatée. Les présidentielles en Ukraine ont montré que les néo-nazis reculent à 1% des suffrages, beaucoup moins que leur cousine "germaine" Marine Le Pen en France ! En revanche chaque bourgeoisie est tributaire de ses maîtres. La bourgeoisie ukrainienne nationaliste est inféodée à Obama et Merkel, la bourgeoisie russe à Poutine car il incarne son expansionnisme et le maintien de la



Alexandre Zakhartchenko

domination de classe dans le plus grand territoire de l'ex-URSS. Dès lors, toute analogie avec la guerre froide est incorrecte. Quelles conquêtes d'octobre 17 existant

malgré tout au temps de l'URSS faudrait-il défendre dans la Russie actuelle où la bourgeoisie a reconquis ce qu'elle avait perdu et où la kléptocratie des ex-bureaucrates et ex-kgbistes évince le peuple de tout ce qui était, du moins sur le papier, sa propriété.

Dans l'opposition occident-Russie, il n'y a pas l'ombre d'une raison de choisir un camp. Les oligarques russes et les oligarques ukrainiens exploitent leurs prolétariats respectifs et défendent leurs visées économiques respectives. Répétons le, seule une minorité de Russes vivant en Ukraine suivent Zakhartchenko et

sa clique composée d'agents du FSB (ex KGB) et de soldats russes, non pas en vacances, mais en mission en Ukraine. Poutine veut-il

Ukraine

nexer le Donbass comme il l'a fait pour la Crimée, annexion entérinée par les faux amis de l'Ukraine que sont les Etats occidentaux ? Pas nécessairement : ce qui compte pour lui, c'est le contrôle de "l'étranger proche", c'est à dire la Biélorussie, le Kazakhstan, le sud du Caucase et bien sûr l'Ukraine. Celle-ci est condamnée au rôle de satellite de Moscou, même si cette perspective hérisse le peuple, tant à l'Est qu'à l'Ouest du pays.

USA et UE ne veulent pas d'une Ukraine dans l'OTAN

Et les Etats occidentaux, USA et UE et consorts, ne tiennent absolument pas à intégrer l'Ukraine à l'OTAN, car ils ne veulent aucun casus belli avec la Russie et comptent bien continuer le commerce avec cette dernière. De surcroît ils savent bien que Poutine ne cherche pas la guerre, qui lui coûterait très cher avec son armée désuète et ses bombes atomiques empilées sur une étagère comme des poupées russes. En revanche, politiquement il est important pour les occidentaux de rentabiliser l'économie de l'Ukraine en y appliquant la liquidation massive des huit dixièmes de l'industrie minière et métallurgique considérée comme obsolète et de plonger la classe ouvrière d'Ukraine dans la misère absolue et l'émigration, pour grossir l'armée de réserve des chômeurs et continuer à jouer sur les divisions nationales entre les prolétariats d'origines diverses.



Mineurs du Donbass

C'est en cela que l'inquiétude des mineurs et métallurgistes du Donbass peut-être un facteur favorable à la propagande russe, mais l'état du prolétariat russe ne les incite pas non plus à se jeter dans les bras ouverts des maîtres du Kremlin.

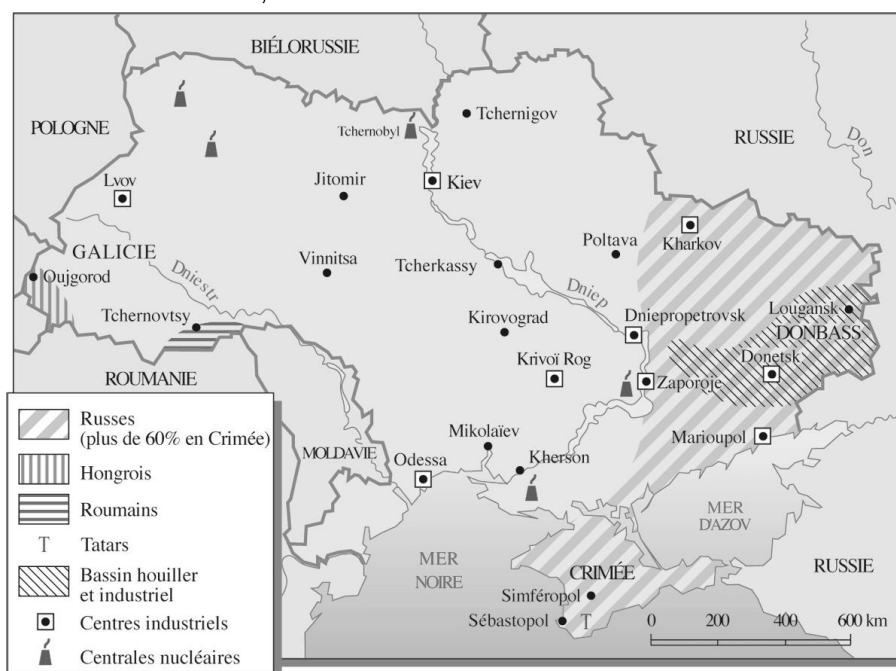
S'il existe, et il y en a, c'est certain, des communistes ukrainiens au noble sens du terme "communiste", leur tâche aujourd'hui, est de défendre à la fois le gagne-pain des travailleurs d'Ukraine, donc la sau-

vegarde de leur outil de travail menacé de démantèlement et le droit à vivre séparé du faux-frère moscovite, trop amical pour être honnête et trop clairement favorable à la division entre un Ouest du pays (Galicie, Bukovine) qui serait "fasciste" et un Est héritier de la tradition soviétique.

Bas les pattes devant l'Ukraine!

Troupes russes hors d'Ukraine, Troupes de l'OTAN hors des régions voisines !

Zde Ekzladzil, 8 septembre 2014



Dernière minute : Argentine

En défense des cheminots argentins pourchassés par la répression

(La Commune a signé la pétition internationale et participe activement avec le GSI à cette campagne :)

"Lo que no nos van a perdonar es que no nos callemos"

(ce qu'on ne nous pardonnerait pas, c'est qu'on se taise !)

PETITION

Non à la demande de levée d'immunité syndicale à l'encontre des délégués cheminots de Sarmiento. Nous, soussignés, nous prononçons contre la levée d'immunité syndicale, les poursuites pénales et toutes les démarches entreprises à l'encontre des délégués du chemin de fer Sarmiento de Buenos Aires en Argentine (dirigés par Rubén « Pollo » Sobrero), de la part du ministre des Transports, Florencio Randazzo. Sont ainsi persécutés les délégués Mónica Schlottauer, Edgardo Reynoso, Luis Clutet, Rubén Maldonado et, enfin, Julio Capelinsky, travailleur du secteur propreté. Ils sont tous accusés d'être responsables d'un supposé « attentat » de trains. Il est clair qu'il n'y a eu aucun attentat, aucune destruction. C'est ce que « prouvent » les vidéos diffusés par le gouvernement-même. Ce n'est donc que fausses accusations, dans le double but d'intimider ceux qui luttent et de continuer à criminaliser la protestation sociale.

Nous vous appelons à signer individuellement, mais aussi à faire prendre position vos sections syndicales, CE, US, fédérations, etc. Envoyez vos prises de position par mail à : cheminots-sarmiento@gmx.fr

Vous pouvez également retourner vos pétitions à :

lacommune@lacommune.org ou cgt.archives@culture.gouv.fr

OU APIDO – BPn°66 – 94311 Orly Cedex

NO al DESAFUERO

¡Defendamos a los delegados del Sarmiento!



Rubén Dario Sobrero y Edgardo Reynoso



Mónica Schlottauer

Firmá el petitorio

NO AL PEDIDO DE DESAFUERO A LOS DELEGADOS FERROVIARIOS DEL SARMIENTO

En la siguiente dirección: monicareinoso@gmail.com

Nombre: _____ Apellido: _____

Enviar pronunciamientos a: monicareinoso@gmail.com

Miércoles 17 Septiembre

MARCHA a Plaza de Mayo

16 hs. desde Av. de Mayo y 9 de Julio

No al desafuero a los ferroviarios del Sarmiento
Basta de persecución en Lear, Emfer y demás luchadores

Miércoles 17 Septiembre

MARCHA a Plaza de Mayo

16 hs. desde Av. de Mayo y 9 de Julio

- ✓ No al desafuero a los ferroviarios del Sarmiento
- ✓ Basta de persecución en Lear, Emfer y demás luchadores

CONVOCAN: Unión Ferroviaria Haedo y Cuerpo de Delegados del Sarmiento; CTA Nacional; Coordinadora Sindical Clasista; Encuentro Sindical Combativo; Corriente Clasista y Combativa; Corriente Sindical del MST; Corriente Nacional Carlos Fuentealba; CICOP; SEOM (Jujuy); CI Senasa; Corriente Rompiendo Cadenas; Coordinadora Sindical 1° de Mayo; entre otros

FIT (PO-PTS-Izquierda Socialista); PCR; MST; Nuevo MAS; Pr (ml); CR

SOMMAIRE

Pages

•	2
Editorial	2
..	3
• Hommage à Marc Leroy	4
• Chronique d'une chute de régime.	6
• 20 août 1940 : Assassinat de Léon Trotsky	8
• Argentine : Un spectre hante l'Argentine	10
• Décès de Myriam Dechezelles : Les engagements d'une femme libre	16
• Afrique : Ebola : le virus de l'impérialisme ..	17
• Palestine : Une " paix juste et durable " ? Laquelle?	18
• Ukraine : En défense du peuple Ukrainien ...	20
• Dernière minute : Pétition	

ADIDO, BP82, 94003 Créteil.

(ADIDO, association loi 1901,
édite le mensuel La Commune)

courrier électronique :

lacommune@lacommune.org
http://www.lacommune.org

Rédacteur en chef : Paul Dumas

Comité de rédaction : Francis Charpentier,
Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carras-
quedo, Paul Dumas, Isabelle Foucher, Zde
Ekzlazadil, Jérôme Lefaire, Julie Char-
moillaux, Pierre-Yves Chiron, Mustafa Diaki-
té, Garledji Makélélé, Jean-Baptiste Carrier.

Directeur

de publication : Pedro Carrasquedo

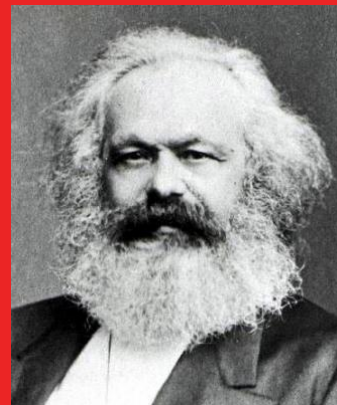
Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.



Karl Marx
(1818 - 1883)

*

* *

Les communistes, loin de prôner l'égoïsme contre le dévouement ou le dévouement contre l'égoïsme, loin de prendre cette contradiction sur le plan théorique, sous sa forme idéologique, transcendante, démontrent au contraire son origine matérielle, ce qui la fait du même coup disparaître.

Les communistes ne prêchent d'ailleurs pas de morale du tout...

Ils ne posent pas aux hommes d'exigences morales : Aimez-vous les uns les autres, ne soyez pas égoïstes, etc.

Ils savent fort bien, au contraire que l'égoïsme tout autant que le dévouement est une des formes et, dans certaines conditions, une forme nécessaire de l'affirmation des individus.

Les communistes ne veulent donc nullement... abolir l'«homme privé», au profit de l'homme «général», l'homme qui se sacrifie.

Marx, *l'Idéologie allemande*, 1845